

Le plus souvent, il s'agit d'un combat de tous les instants : les enfants n'ont pas ou peu accès à la scolarité, les consultations médicales sont trop coûteuses, l'accès à l'électricité, à la nourriture, à l'eau salubre et à l'assainissement est inexistant, etc.

Les taux de pauvreté du Burundi, de Madagascar, du Malawi, de la République centrafricaine et de la Zambie semblent être en hausse. Dans bon nombre de ces régions, la situation politique demeure quelque peu instable et les conflits entre diverses factions politiques et religieuses continuent d'empêcher toujours les pays d'axer leurs efforts sur la croissance économique et le développement d'infrastructures. Le Malawi et la Zambie affichent tous les deux une forte prévalence du VIH et du sida. En règle générale, une faible espérance de vie à la naissance vient alourdir le fardeau qui pèse sur des populations déjà vulnérables dans le cadre de la lutte contre la pauvreté. Si la situation économique de chaque pays est nuancée par des circonstances propres, la stabilité sociale constitue sans aucun doute l'un des principaux facteurs de réduction de la pauvreté. Elle suppose d'entretenir de meilleures relations avec les partenaires étrangers, qui entraîneront à leur tour une hausse des probabilités d'obtention d'une aide, l'amélioration de la scolarisation des enfants et, plus généralement, l'amélioration de l'espérance de vie. La pauvreté a tendance à baisser lorsque les États consacrent moins de temps aux luttes internes et accordent plus d'attention au renforcement des programmes nationaux favorisant l'éducation et la santé.



WHO WE ARE

We are 25 NGOs from across Europe working on social issues, supporting farmers, stopping climate change, protecting the environment, defending women's rights, young people, & gender equality, supporting fair trade, development, global justice, & workers' rights.

makeeuropesustainableforall.org

#FightInequalities

This leaflet has been produced with the financial assistance of the European Union. The contents of this leaflet are the sole responsibility of the project partners and can under no circumstances be taken as reflecting the position of the European Union.

